



N° 51410#01



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1447 M NOT

@internet-DGFIP

(Avril 2011)

FISCALITÉ DIRECTE
LOCALECFE
IFER

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

**COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2012
IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES
ENTREPRISES DE RÉSEAUX 2011****NOTICE POUR REMPLIR
LA DÉCLARATION MODIFICATIVE
N° 1447 M (Cerfa n° 14031*01)****PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

La loi de finances pour 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 a supprimé la taxe professionnelle et institué la contribution économique territoriale (CET), qui comprend la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Une nouvelle imposition sur les entreprises de réseaux est créée (IFER).

La présente déclaration a vocation à déterminer les bases d'imposition de :

la cotisation foncière des entreprises.

Ce nouveau dispositif prend en compte la valeur locative foncière des biens situés en France, dont le redevable a disposé pour les besoins de son activité professionnelle.

Un abattement de 30% est appliqué pour les établissements industriels évalués selon la méthode comptable.

l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) pour l'ensemble des composantes suivantes :

- l'imposition forfaitaire sur les installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique des courants situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale (article 1519 D du code général des impôts) ;
- l'imposition forfaitaire sur les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme (art. 1519 E du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique (article 1519 F du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur les transformateurs électriques (art. 1519 G du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur les stations radioélectriques (art. 1519 H du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur les installations de gaz naturel liquéfié, les stockages souterrains de gaz naturel, les canalisations de transport de gaz naturel, les stations de compression du réseau de transport de gaz naturel et les canalisations de transport d'autres hydrocarbures (art. 1519 HA du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs (art. 1599 quater A du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur le matériel roulant utilisé pour le transport de voyageurs en Île-de-France (art. 1599 quater A bis du CGI) ;
- l'imposition forfaitaire sur les répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, les unités de raccordement d'abonnés et les cartes d'abonnés du réseau téléphonique commuté (art. 1599 quater B du CGI).

L'imposition est fonction des éléments taxables au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

La déclaration doit être déposée par chaque établissement (CFE) ou pour chaque installation (IFER).

La CFE est calculée d'après les éléments déclarés lors de la création de l'établissement sur l'imprimé 1447 C.

Ensuite, les entreprises sont tenues de déposer une déclaration modificative n°1447 M en cas de modification de la surface des locaux, en cas de demande d'exonération et/ou en cas de modification d'un élément quelconque de la précédente déclaration, survenue au cours de la période de référence.

Par modification de surface des locaux il faut entendre une augmentation ou une diminution de la surface occupée, en raison notamment :

- d'une mise en partage des locaux ou de la prise à bail de nouveaux locaux ;
- d'un changement d'affectation des locaux.

Pour les entreprises existantes au 1^{er} janvier 2011, les impositions de CFE au titre de 2012 et de l'IFER au titre de 2011 seront établies en fonction des éléments connus des services des impôts des entreprises (SIE). Si des éléments demandés sur la présente déclaration ont subi une modification au cours de la période de référence, il convient de souscrire cette déclaration au plus tard le 2^{ème} jour ouvré qui suit le 1^{er} mai.

Les entreprises ayant une activité de location ou sous-location de locaux nus à usage autre qu'habitation et dont le montant des recettes ou du chiffre d'affaires au cours de la période de référence est supérieur ou égal à 100 000 € HT sont tenues de déposer une déclaration 1447 M en 2011, à l'exception de celles ayant déposé une déclaration 1447 M au titre de 2010 et dont le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période de référence est resté supérieur au seuil de 100 000 €.

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.



MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

I. CRÉATION D'ÉTABLISSEMENT

Les établissements **acquis ou créés en 2011 seront imposés en 2012** à la CFE, en fonction des éléments d'imposition de 2011 et à l'IFER, en fonction des éléments taxables au 1^{er} janvier 2011. Ils devront faire l'objet d'une DÉCLARATION 1447 C à souscrire avant le 31 décembre 2011, sauf si ces acquisitions ou créations correspondent à un TRANSFERT TOTAL, dans une MÊME COMMUNE, du lieu d'exercice de votre activité professionnelle.

II. FERMETURE D'ÉTABLISSEMENT

Ne pas déclarer (pages 1 et 2) les éléments des établissements FERMÉS EN 2010 ou AVANT LE 3 MAI 2011.

Si, dans la commune, un ou plusieurs établissements sont fermés entre le 3 mai et le 31 décembre 2011, informer le service des impôts dont dépend l'établissement fermé.

III. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Si la cession a lieu en cours d'année, le cédant demeure redevable de la CFE et de l'IFER pour l'année entière et doit déclarer le changement au plus tard le 31 décembre si le changement intervient en cours d'année ou avant le 1er janvier de l'année du changement lorsque celui-ci prend effet au 1er janvier.

Ainsi, en cas de cession en 2010, d'une fraction des activités constituant un établissement, ne pas déclarer les éléments correspondants.

L'ancien exploitant est tenu de souscrire une **déclaration rectificative**, dans les mêmes délais, lorsque le changement ne porte que sur une partie de l'établissement. **Cette disposition ne s'applique que si les éléments cédés, faisant l'objet d'une exploitation autonome, constituent un établissement.**

Le nouvel exploitant doit déposer une déclaration 1447-C avant le 31 décembre de l'année de la cession, en indiquant les éléments d'imposition dont il a disposé au 31 décembre de l'année de l'opération en matière de CFE et dont il disposera au 1^{er} janvier de l'année suivante en matière d'IFER.

Si la cession a lieu au 1^{er} janvier, le nouvel exploitant est imposé, en matière de CFE, sur les bases relatives à l'activité de son prédécesseur qui doit avoir déclaré la cession avant le 1^{er} janvier et sur ses éléments d'imposition au 1^{er} janvier, en matière d'IFER.

EXPLICATIONS SUR LES RENVOIS

B. COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2012

Période de référence : la période de référence à retenir pour déterminer les biens passibles de taxe foncière est l'**avant-dernière année** civile (N - 2) précédant celle de l'imposition ou le **dernier exercice de douze mois clos** au cours de cette même année lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile (art. 1467 A du CGI).

Par exception, pour les deux années suivant la **création** d'un établissement, la base d'imposition est calculée d'après les immobilisations dont le redevable a disposé au 31 décembre de l'année de création (art. 1478 II du CGI).

B1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENSEMBLE DE L'ENTREPRISE

❶ Il s'agit du **nombre de salariés** employés au cours de l'année civile 2010 ; toutefois, **les travailleurs à temps incomplet** (personnel employé à temps partiel, personnel embauché ou débauché en cours d'année) sont retenus en proportion de leur temps de travail au cours de cette même période. Il est notamment rappelé que les exonérations prévues en faveur des jeunes entreprises innovantes ou universitaires (art. 1466 D du CGI) ou des établissements implantés dans une zone d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 B du CGI) ou en Corse (art. 1466 C du CGI) ne sont applicables que si l'entreprise a employé moins de 250 salariés en 2010.

❷ Seules les entreprises ayant une activité de location ou sous-location de locaux nus à usage autre qu'habitation et dont le montant des recettes ou du chiffre d'affaires provenant de cette activité est supérieur ou égal à 100 000 € hors taxes sont soumises à la cotisation foncière des entreprises et au dépôt de la déclaration n°1447 M. Les entreprises ayant déposé une déclaration 1447 M au titre de 2010 ne sont pas tenues de déposer une nouvelle déclaration au titre de 2011, sauf si le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période de référence est inférieur au seuil de 100 000 €. Lorsque la période de référence ne correspond pas à une période de douze mois, le montant des recettes ou du chiffre d'affaires est ramené ou porté, selon le cas, à douze mois.

Les recettes s'entendent de celles visées à l'article 29 du CGI et, à compter des impositions de CFE de 2011, le chiffre d'affaires s'entend de celui visé au 1 du I de l'article 1586 *sexies* du CGI.

Ainsi, les recettes à retenir s'entendent :

- du montant des loyers ;
- du montant des dépenses incombant normalement à l'assujetti (propriétaire ou locataire), mais mises par les conventions à la charge des locataires ;
- des subventions et indemnités destinées à financer des charges déductibles de l'impôt sur le revenu ;
- des recettes provenant de la location du droit d'affichage ou du droit de chasse, de la concession du droit d'exploitation des carrières, de redevances tréfoncières ou autres redevances analogues ayant leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit.

A compter des impositions de CFE de 2011, le chiffre d'affaires est égal à la somme :

- des ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises ;
- des redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ;
- des plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, lorsqu'elles se rapportent à une activité normale et courante ;
- des facturations de frais inscrites au compte de transfert de charges.

B2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT

❸ Il s'agit des seules **entreprises saisonnières** visées par l'article 1478-V du code général des impôts : **hôtels de tourisme** classés dans les conditions fixées par le ministre chargé du tourisme, **restaurants, cafés, discothèques, établissements de spectacles ou de jeux, établissements thermaux** dont la durée annuelle d'ouverture, continue ou fractionnée sur plusieurs périodes, est comprise entre douze et quarante et une semaines civiles, toute semaine commencée étant considérée comme entière.

❹ **Abattement en faveur des diffuseurs de presse** (art. 1469 A *quater* du CGI).

Les personnes physiques ou morales qui réalisent la vente au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au conseil supérieur des messageries de presse peuvent, sous réserve d'une délibération prise par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés, bénéficier d'un abattement d'un montant égal à 1 600 €, 2 400 € ou 3 200 € de la base de la cotisation foncière des entreprises (CFE).

Pour bénéficier de cet abattement, vous devez justifier de l'exercice de votre activité de diffuseur de presse avant le 1er janvier de l'année au titre de laquelle la réduction est applicable. Si vous êtes concerné par cet abattement, veuillez cocher la case 8 du cadre B2. En cas de cessation de l'activité de diffuseur de presse, vous devez en informer le service des impôts avant le 1er janvier de l'année qui suit celle de la cessation.

❺ **Crédit d'impôt** (art. 1647 C *septies* du CGI).

Chaque salarié employé depuis au moins un an au 1er janvier de l'année d'imposition dans un établissement situé dans une zone de restructuration de la défense ouvre droit à un crédit d'impôt de 750 € (art. 1647 C *septies* du CGI).

Les établissements susceptibles de bénéficier de ce crédit d'impôt doivent être situés, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle le crédit d'impôt est demandé, dans une commune reconnue comme étant une zone de restructuration de la défense, appartenir à une micro-entreprise au sens communautaire et exercer une activité commerciale ou artisanale au sens de l'article 34 du CGI.

Si vous êtes concerné, indiquez, à la ligne 9 du cadre B2, le nombre de salariés employés depuis au moins un an au 1er janvier 2011, les salariés à temps partiel comptant à concurrence du prorata de leur temps d'activité.

Les établissements exonérés en application des articles 1464 B à 1464 D, des articles 1466 A à 1466 E, et des articles 1464 I et 1464 K du CGI peuvent bénéficier du crédit d'impôt prévu à l'article 1647 C *septies* du CGI.

En revanche, le crédit d'impôt n'est pas accordé au titre des emplois transférés à partir d'un autre établissement de l'entreprise situé dans une zone d'emploi en grande difficulté ou de restructuration de la défense non reconnue au cours de l'année du transfert.

Le crédit d'impôt s'impute sur la cotisation foncière des entreprises mise à la charge du redevable.

6 Les établissements produisant de l'énergie électrique sont redevables de la CFE à compter de leur date de raccordement au réseau (art. 1478 III du CGI).

C. BIENS PASSIBLES DE TAXE FONCIERE

7 Il s'agit des immeubles et installations foncières, y compris ceux ou celles qui bénéficient d'une exonération permanente ou temporaire de taxe foncière à l'exclusion des outillages et autres installations exonérés de cette taxe en application de l'article 1382-11° et 12° du code général des impôts. Ne sont pas à déclarer les biens destinés à la fourniture et à la distribution de l'eau lorsqu'ils sont utilisés pour l'irrigation pour les neuf dixièmes au moins de leur capacité (art. 1467 CGI).

Les renseignements à produire concernent les biens dont l'établissement avait la disposition au dernier jour de la période de référence, à quelque titre que ce soit (ex. : propriétaire, concessionnaire, locataire ou utilisateur à titre gratuit...), à l'exception des biens cédés ou détruits au cours de la même période. Si le cadre C est insuffisant, mentionner le détail des autres locaux sur papier libre établi sur le même modèle.

8 Indiquer s'il s'agit :

- de locaux (usines, ateliers, boutiques, cabinets de consultation, garages...);
- de terrains passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties en vertu de l'article 1381-5°-6° et 7°. Il s'agit :
 - des terrains non cultivés employés à un usage commercial ou industriel, tels que lieux de dépôt de marchandises et autres emplacements de même nature, soit que le propriétaire les occupe, soit qu'il les fasse occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux ;
 - des terrains sur lesquels sont édifiées des installations exonérées en application des 11° et 12° de l'article 1382 ;
 - des terrains, cultivés ou non, utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle, par panneaux-réclames, affiches écrans ou affiches sur portatif spécial, établis au-delà d'une distance de 100 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments ;
- d'installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions tels que, notamment, les cheminées d'usine, les réfrigérants atmosphériques, les formes de radoub, les ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation (art.1382-1°) ;
- d'éléments soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties en vertu des dispositions de l'article 1381-2°, 3°, 4°. Il s'agit :
 - des ouvrages d'art et des voies de communication ;
 - des bateaux utilisés en un point fixe et aménagés pour l'habitation, le commerce ou l'industrie, même s'ils sont seulement retenus par des amarres ;
 - des sols des bâtiments de toute nature et les terrains formant une dépendance indispensable et immédiate de ces constructions à l'exception des terrains occupés par les serres affectés à une exploitation agricole.

8 bis Indiquer le pourcentage de réduction (100 %, 75 %, 50 % ou 25 %) dont le bien bénéficiant de l'abattement prévu à l'article 1518 A bis du CGI fait l'objet et la première année d'entrée du bien dans la base d'imposition.

Les valeurs locatives des outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaire cédés ou ayant fait l'objet d'une cession de droits réels font l'objet d'une réduction égale à 100 % pour les deux premières années au titre desquelles les biens cédés entrent dans la base d'imposition de l'opérateur, la réduction est ramenée à 75 %, 50 % et 25 % respectivement pour chacune des trois années suivantes.

D. EXONÉRATIONS ET ABATTEMENTS

Même si vous pouvez bénéficier d'une exonération totale ou partielle, **vous devez souscrire la déclaration n° 1447 M** et y faire figurer **l'ensemble** des éléments d'imposition en cas de modification intervenue au cours de la période de référence, y compris les éléments qui bénéficient d'une exonération. Dans certains cas, les bases exonérées doivent être déclarées sur des imprimés spéciaux (cf infra I).

9 Aux termes de l'article 1586 *nomies* du CGI (loi de finances pour 2010 n°2009-1673 du 30 décembre 2009), les entreprises qui bénéficient d'une exonération de CFE en application d'une délibération d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent demander à bénéficier de cette exonération pour leur CVAE pour la fraction taxée au profit de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale.

Lorsque des établissements peuvent être exonérés de CFE par délibération d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale, les départements, les régions et la collectivité territoriale de Corse peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI ou à l'article 1466 du même code, exonérer la fraction de valeur ajoutée taxée à leur profit. L'exonération est applicable à la demande de l'entreprise. Pour les établissements pouvant être exonérés de CFE en application des articles 1464 A, 1465 et du I de l'article 1466 A du CGI, la délibération détermine la proportion exonérée de la valeur ajoutée taxée au profit de la collectivité délibérante.

Les établissements pouvant être exonérés de CFE en l'absence de délibération contraire d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre sont exonérés de CVAE à la demande de l'entreprise et sauf délibération contraire, prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI, de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre applicable à la fraction de la valeur ajoutée taxée à son profit.

Pour la détermination de la CVAE, la valeur ajoutée des établissements bénéficiant d'un abattement de leur base nette d'imposition à la CFE en application de l'article 1466 F du CGI fait l'objet, à la demande de l'entreprise, d'un abattement de même taux, dans la limite de 2 millions d'euros de valeur ajoutée.

- **Remarque :** Les exonérations en cours au 31 décembre 2009 continuent jusqu'à leur terme en matière de cotisation foncière des entreprises et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises sans demande expresse, sous réserve que les conditions prévues pour l'application de chacun des dispositifs à la date du 31 décembre 2009 soient respectées pendant toute la durée d'application de l'exonération ou de l'abattement.

I. EXONÉRATIONS ET ABATTEMENTS NE NÉCESSITANT PAS DE DÉCLARATION SPÉCIFIQUE

10 Exonération des entreprises de spectacle et des établissements de spectacles cinématographiques (art. 1464 A du CGI).

L'article 50 de la loi de finances rectificative pour 2009 modifie les natures de délibération des collectivités locales instituant une exonération de cotisation foncière des entreprises de spectacles cinématographiques. Il est précisé que les règles restent inchangées pour les entreprises de spectacles vivants. En effet, à partir des impositions de 2010, les communes et leurs EPCI peuvent exonérer de CFE dans la limite de 100 % certaines entreprises de spectacles vivants dont la liste est énumérée au I de l'article 1464 A du CGI.

A compter des impositions établies au titre de 2011, les collectivités territoriales et leurs EPCI peuvent exonérer :

- dans la limite de 100 %, les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre d'entrées inférieur à 450 000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition ;
- dans la limite de 100 % les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre inférieur à 450 000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition et qui bénéficient d'un classement « art et essai » au titre de l'année de référence ;
- dans la limite de 33 %, les autres établissements de spectacles cinématographiques.

Cette exonération est accordée sans formalité particulière pour les établissements en ayant déjà bénéficié au cours de l'année précédente. Pour les autres établissements remplissant les conditions d'exonération, la demande doit être formulée lors du dépôt de la déclaration afférente à la première année à compter de laquelle l'exonération est sollicitée.

Les entreprises entrant pour la première fois au titre de l'année 2012 dans le champ de l'exonération en feront la demande sur la déclaration 1447 M-SD au plus tard le 3 mai 2011.

11 Exonération en faveur des entreprises nouvelles (art. 1464 B, 1464 C et 1602 A du CGI).

Les entreprises nouvelles bénéficiaires des exonérations d'impôt sur les bénéfices prévues aux articles 44 *sexies*, 44 *septies* ou 44 *quindies* du CGI peuvent être exonérées de CFE et/ou de CVAE ainsi que des taxes annexes à la CFE, au titre des deux à cinq années suivant celle de leur création.

12 Exonération des jeunes entreprises innovantes ou universitaires (art. 1466 D du CGI).

Les «jeunes entreprises innovantes» ou «universitaires» qui réalisent des projets de recherche et de développement peuvent, sous certaines conditions, être exonérées pour une durée de 7 ans. L'entreprise doit avoir été créée depuis moins de huit ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La demande d'exonération doit être formulée lors du dépôt de la déclaration afférente à la première année à compter de laquelle l'exonération est sollicitée. Si vous êtes concerné, indiquez à la première ligne du cadre B1 la date de création de l'entreprise et à la ligne 2 le nombre de salariés employés par l'entreprise au cours de l'année civile 2010.

13 Exonération de certains médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires (art. 1464 D du CGI).

Certains médecins et auxiliaires médicaux qui exercent leur activité à titre libéral dans une commune de moins de 2000 habitants ou dans une zone de revitalisation rurale, et certains vétérinaires, peuvent être exonérés en totalité pour une durée comprise entre deux et cinq ans suivant l'année de leur installation ou regroupement.

14 Exonération des activités industrielles et commerciales exercées au sein des établissements publics d'enseignement supérieur (art. 1464 H du CGI).

Les activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche gérées par des services d'activités industrielles et commerciales créés par la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 sur l'innovation et la recherche peuvent être, sous conditions, exonérées de cotisation foncière des entreprises. Les établissements concernés doivent indiquer depuis quand les activités imposables sont gérées par le service d'activités industrielles et commerciales.

15 Exonération des libraires indépendants (art. 1464 I du CGI).

Certains établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail, qui disposent au 1er janvier de l'année d'imposition du label de librairie indépendante de référence, peuvent être exonérés. La demande d'exonération doit être formulée lors du dépôt de la déclaration afférente à la première année à compter de laquelle l'exonération est sollicitée. Cette exonération s'applique dans les conditions et limites des règlements communautaires relatifs aux aides de minimis.

Conditions : l'entreprise doit avoir moins de 250 salariés (renseigner le cadre B1 ligne 2) et un chiffre d'affaires annuel qui n'excède pas 50 millions d'euros, ou un total de bilan qui n'excède pas 43 millions d'euros.

16 Exonération des établissements situés en zones urbaines sensibles (art. 1466 A-I du CGI), en zones franches urbaines (art. 1466 A-I sexies du CGI).

Si vous bénéficiez de l'une de ces deux exonérations (ou si vous avez demandé à en bénéficier lors du dépôt de la déclaration provisoire, au titre de la taxe professionnelle, dans l'hypothèse d'une création ou d'une reprise d'établissement en 2009), complétez la ligne 2 du cadre B1.

Le nombre de salariés à retenir est le nombre total de salariés de l'établissement, quelle que soit leur qualification ou leur affectation, qu'ils soient ou non handicapés, apprentis..., employés au cours de l'année civile 2010.

Les salariés à temps partiel ou saisonniers, les salariés embauchés ou débauchés au cours de l'année civile 2010, les salariés employés de manière intermittente sont retenus à concurrence de leur durée de travail effective durant cette période. Leur nombre est déterminé en divisant le nombre total de mois, journées ou heures de travail effectués par ce personnel par la durée moyenne annuelle de travail dans l'entreprise.

Condition à remplir :

L'exonération ZFU (art. 1466 A-I sexies du CGI) n'est applicable que si l'établissement relève d'une entreprise qui emploie 50 salariés au plus au 1er janvier 2006 ou à sa date de création si elle est postérieure, si le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan n'excède pas 10 millions d'euros, et si le capital n'est pas détenu à plus de 25% par une société dont l'effectif n'excède pas 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

L'exonération ZUS n'est applicable que si l'établissement a employé moins de 150 salariés au cours de l'année civile 2009 et s'il relève d'une entreprise qui emploie moins de 250 salariés et dont, soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros, soit le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros et si le capital n'est pas détenu à plus de 25% par une société dont l'effectif n'excède pas 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros (art. 1466 A-I du CGI).

17 Exonération des établissements situés dans une zone de restructuration de la défense (art. 1466 A-I quinquies B du CGI).

Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI, exonérer de cotisation foncière des entreprises les créations et extensions d'établissements réalisées dans le périmètre des zones de restructuration de la défense pendant une période de trois ans débutant à la date de publication de l'arrêté du 1^{er} septembre 2009 délimitant les zones de restructuration de la défense soit le **17 septembre 2009** ou, si cette seconde date est postérieure, au 1er janvier de l'année précédant celle au titre de laquelle le territoire est reconnu comme zone de restructuration de la défense par ledit arrêté.

18 Exonération relative aux activités exercées dans une zone de recherche et de développement – Pôle de compétitivité (art. 1466 E du CGI).

Les activités implantées dans une zone de recherche et de développement telle que mentionnée au I de l'article 24 de la loi de finances pour 2005 n°2004-1484 et qui, au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467A du CGI, participent à un projet de recherche et de développement validé à compter du 1^{er} janvier 2005 peuvent être exonérées pour une durée de cinq années.

Cette exonération est subordonnée à une délibération des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre (EPCI).

Lorsque l'établissement est susceptible de bénéficier à la fois de cette exonération et de l'une de celles prévues aux articles 1464B, 1464D, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 A, 1466 B, 1466 C, 1466 D du CGI, l'option pour le régime prévu à l'article 1466 E du CGI est irrévocable.

L'exonération ne s'applique pas en cas de transfert lorsque, au titre d'une ou plusieurs des cinq années précédant celle du transfert, l'exonération prévue à l'article 1466 D ou à l'article 1466 E du CGI a été accordée.

19 Abattement relatif aux installations antipollution et matériels destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit.

En application de l'article 1518 A du CGI, la valeur locative foncière des **installations** destinées à la lutte contre la **pollution des eaux** et de **l'atmosphère** qui sont éligibles à l'amortissement exceptionnel des articles 39 quinquies E et F du CGI est réduite de moitié.

Les **matériels destinés à économiser l'énergie** et les **équipements de production d'énergies renouvelables** qui sont éligibles à l'amortissement exceptionnel de l'article 39 AB du CGI et les **matériels destinés à réduire le niveau acoustique** des installations existant au 31 décembre 1990 qui sont éligibles à l'amortissement exceptionnel de l'article 39 quinquies DA du CGI bénéficient également d'une réduction de valeur locative de 50 %, lorsque ces matériels ont été acquis ou créés à compter du 1^{er} janvier 1992.

Pour les matériels acquis ou créés antérieurement au 1^{er} janvier 2002, l'amortissement exceptionnel doit être effectivement pratiqué en comptabilité. Cette condition est supprimée pour les matériels acquis ou créés à compter de cette date.

20 Les communes et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent porter cette réduction à 100 %, donc exonérer ces matériels, ainsi que les installations antipollution susvisées si elles ont été achevées à compter du 1^{er} janvier 1992. Cette **exonération totale** de CFE nécessite une délibération préalable des collectivités.

Exonération des établissements situés en bassin d'emploi à redynamiser (art. 1466 A-I quinquies A du CGI).

Les établissements ayant fait l'objet d'une création ou d'une extension à compter du 1er janvier 2007 dans un bassin d'emploi à redynamiser peuvent bénéficier d'une exonération d'une durée de cinq ans. Aucune condition relative à l'effectif salarié, au chiffre d'affaires ou au total de bilan n'est exigée. Toutefois, si l'opération est réalisée dans une zone d'aide à finalité régionale, l'option pour l'application du plafond des aides régionales à l'investissement et à l'emploi peut être exercée lors du dépôt de la première déclaration fiscale afférente à la première année au titre de laquelle l'exonération prend effet.

21 Exonération des investissements nouveaux réalisés en Corse à compter du 1er janvier 2002 (art. 1466 C du CGI).

Les PME exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale ayant, à compter du janvier 2002, créé un établissement en **Corse** ou **procédé à l'acquisition ou à la prise à bail d'immobilisations corporelles**, peuvent bénéficier d'une exonération sur la valeur locative de ces immobilisations financées sans aide publique pour au moins 25 % de leur montant.

Lorsqu'elle ne concerne pas un établissement créé ou repris en 2010, la demande d'exonération doit être formulée lors du dépôt de la déclaration afférente à la première année à compter de laquelle l'exonération est sollicitée. Si vous êtes concerné, indiquez ligne 2 cadre B1 le nombre de salariés employés par l'entreprise au cours de l'année civile 2010.

Pour les créations d'établissements et les augmentations de bases intervenues à compter du 1er janvier 2007, l'exonération s'applique dans les conditions et limites des règlements communautaires relatifs aux aides à finalité régionale.

22 Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI).

Sont exonérées, sauf délibération contraire des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre :

- les personnes qui louent tout ou partie de leur habitation personnelle à titre de gîte rural ;
- les personnes qui louent en meublé des locaux classés dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code de tourisme, lorsque ces locaux sont compris dans leur habitation personnelle ;
- les personnes autres que celles visées aux 1° et 2° de l'article 1459 du CGI ainsi qu'aux deux tirets précédents qui louent ou sous-louent en meublé tout ou partie de leur habitation personnelle.

23 Exonération des établissements situés dans les départements d'outre-mer (art. 1466 F du CGI).

Sauf délibération contraire des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI, la base d'imposition à la CFE des établissements existant au 1er janvier 2010 en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique ou à La Réunion ou faisant l'objet d'une création ou d'une extension à compter du 1er janvier 2010 dans ces départements et exploités par des entreprises répondant, au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467 A du CGI, aux conditions fixées au I de l'article 44 *quaterdecies* du même code, fait l'objet d'un abattement dans la limite d'un montant de 150 000 € par année d'imposition.

Pour la détermination de la CVAE, la valeur ajoutée des établissements bénéficiant d'un abattement de leur base nette d'imposition à la CFE en application de l'article 1466 F du CGI fait l'objet, à la demande de l'entreprise, d'un abattement de même taux, dans la limite de 2 millions d'euros de valeur ajoutée.

Conditions : l'établissement doit dépendre d'une entreprise qui emploie moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros. En outre l'activité principale de l'exploitation doit correspondre à l'un des secteurs d'activité éligibles à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies B du CGI ou à l'une des activités suivantes : comptabilité, conseil aux entreprises, ingénierie ou études techniques à destination des entreprises. Enfin elle doit être soumise soit à un régime réel d'imposition, soit à l'un des régimes définis aux articles 50-0 et 102 ter du CGI.

24 Option pour l'encadrement communautaire.

Si votre entreprise se situe dans une zone d'aide à finalité régionale (art. 1465 A du CGI), dans un bassin d'emploi à redynamiser ou dans une zone de restructuration de la défense (art.1466 A du CGI), vous avez la possibilité d'opter pour le régime d'encadrement communautaire relatif aux aides aux investissements à finalité régionale en application de l'article 13 du règlement n°800/2008 du 6 août 2008.

L'option est irrévocable pour l'entreprise et l'ensemble des impôts et taxes concernés par l'exonération.

L'option doit être exercée sur la première déclaration fiscale afférente à la première année au titre de laquelle l'exonération prend effet.

En l'absence d'option, le bénéfice des exonérations ou abattements de CFE et/ou de CVAE est celui subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 relatif aux aides « de minimis ». Le plafond des aides octroyées pour 2012 est fixé à 200 000 €.

II. DÉCLARATION SPÉCIALE N° 1465-SD À JOINDRE À LA DÉCLARATION 1447 M

(Cette déclaration est disponible sur le site de l'administration fiscale : www.impots.gouv.fr).

25 La déclaration spéciale n° 1465-SD doit être souscrite pour chaque établissement demandeur ou bénéficiaire de :

- l'exonération dans les zones d'aménagement du territoire et dans les territoires ruraux de développement prioritaire et, à compter de 2007, dans les zones d'aide à finalité régionale et d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 et 1465 B du CGI) ;
- l'exonération dans les zones de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI).

ANNEXES : IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RÉSEAUX

A compter des impositions établies au titre de 2011, tous les redevables de l'IFER doivent déposer une déclaration 1447 M (cadre A complété) et joindre l'annexe correspondante à la composante IFER concernée, en cas de modification d'un élément quelconque de la précédente déclaration, survenue au cours de la période de référence.

Les annexes 1519 D-eol-SD, 1519 D-hyd-SD, 1519 E-SD, 1519 F-phot-SD, 1519 F-hydra, 1519 G-SD, 1519 H-SD, 1519 HA-SD, 1599 quater A-SD, 1599 quater A bis-SD, 1599 quater B-SD doivent être jointes, le cas échéant, à la déclaration 1447 M.

Cette déclaration est à déposer auprès du service des impôts des entreprises dont dépend l'installation imposée, à l'exception des composantes visées aux articles 1599 quater A et 1599 quater A bis du code général des impôts dont la déclaration est à déposer auprès du service des impôts dont relève l'établissement principal. Pour l'imposition forfaitaire visée à l'article 1599 quater A, pour les entreprises étrangères, en l'absence d'établissement sur le territoire national, la déclaration doit être transmise au service des impôts dont relève l'établissement principal de l'établissement public Réseau Ferré de France (SIE XIII^e LA GARE, 101 rue de Tolbiac, 75630 PARIS cedex 13).

Saisir l'annexe dont la composante de l'IFER est modifiée, complétée du nom et de l'adresse, ainsi que du numéro SIRET de l'installation ou de l'établissement (lorsqu'il est connu) et de la commune pour laquelle vous déclarez si vous déposez l'une de ces annexes 1519 D-eol ou 1519 D-hyd ; 1519 E ; 1519 F-phot ou 1519 F-hydra ; 1519 G ; 1519 H ; 1519 HA OU 1599 quater B.

Attention : les redevables qui ont déposé une déclaration n° 1519 E-SD, n° 1519 G-SD, n° 1519 H-SD, n° 1519 HA-SD, n° 1599 quater A bis-SD ou n° 1599 quater B-SD au titre de 2010 auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques des Hauts-de-Seine doivent déposer, à compter des impositions au titre de 2011, une déclaration 1447 M-SD accompagnée de l'annexe correspondante uniquement en cas de modification d'un élément quelconque de la précédente déclaration.

En cas de création d'une installation sur une nouvelle commune, déposer une déclaration 1447 M-SD spécifique à cette création et l'annexe correspondante pour attribution d'un numéro SIRET particulier par le SIE et préciser le libellé de la commune pour laquelle vous déposez la déclaration sur l'annexe correspondante à la composante de l'IFER (1519 D-eol ; 1519 D-hyd ; 1519 E ; 1519 F-phot ; 1519 F-hydra ; 1519 G ; 1519 H ; 1519 HA ; 1599 quater B).

26 Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes – art. 1519 D du CGI)

L'imposition est due par l'exploitant de l'installation au **1^{er} janvier de l'année d'imposition**. Il doit être souscrit une déclaration par éolienne. Le tarif annuel de l'imposition est fixé à 7 € par kilowatt de puissance électrique installée, au sens de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les installations imposées sont celles dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kW.

Indiquer en kilowatts ligne EA1 la puissance électrique installée des installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent déclarées en 2010 et ligne EA2 : la nouvelle puissance installée en kilowatts au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011. Par exemple, pour une installation dont la puissance installée au 1^{er} janvier 2010 était de 110 kW et est passée en 2011 à 130 kW indiquer "130".

Ne pas porter de virgule sur la déclaration, déclarer un nombre entier.

27 Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique des courants situées dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale (art. 1519 D du CGI)

L'imposition est due par l'exploitant de l'installation au **1^{er} janvier de l'année d'imposition**. Le tarif annuel de l'imposition est fixé à 7 € par kilowatt de puissance électrique installée, au sens de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les installations imposées sont celles dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kW.

La déclaration devra être déposée pour chaque commune où est installé leur point de raccordement au réseau public de distribution ou de transport d'électricité.

Indiquer en kilowatts : ligne EB1 la puissance électrique installée des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique des courants situées dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale déclarées en 2010 et ligne EB2 : la puissance installée au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011. Par exemple, pour une installation dont la puissance installée au 1^{er} janvier 2010 était de 110 kW et est passée en 2011 à 130 kW indiquer "130".

28 Installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme (art. 1519 E du CGI)

L'imposition est due par l'exploitant de l'installation au **1^{er} janvier de l'année d'imposition**. Le tarif annuel de l'imposition est fixé à 2 913 € par mégawatt de puissance électrique installée, au sens de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les installations imposées sont celles dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 50 MW.

L'imposition n'est pas due au titre des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme exploitées pour son propre usage par un consommateur final d'électricité ou exploitées sur le site de consommation par un tiers auquel le consommateur final rachète l'électricité produite pour son propre usage.

Indiquer ligne F1 le nombre d'installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme et la puissance totale installée, en mégawatts, déclarées en 2010. Indiquer lignes F2 et F3 respectivement le nombre d'installations et la puissance totale installée en mégawatts au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011.

Ne pas porter de virgule sur la déclaration, déclarer un nombre entier.

29 Indiquer dans ce tableau le nombre d'installations dans chaque commune et la puissance électrique installée pour chaque installation.

30 Centrales de production d'électricité d'origine photovoltaïque (art. 1519 F du CGI)

L'imposition est due par l'exploitant de la centrale au **1^{er} janvier de l'année d'imposition**. Le tarif de l'imposition est fixé à 7 € par kilowatt de puissance électrique installée, au sens de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. L'imposition s'applique à chacune des installations imposées de l'exploitant.

Les installations imposées sont celles dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kW.

L'imposition n'est pas due au titre des centrales exploitées pour son propre usage par un consommateur final d'électricité ou exploitées sur le site de consommation par un tiers auquel le consommateur final rachète l'électricité produite pour son propre usage.

Indiquer ligne G1 la puissance électrique installée, en kilowatts, des centrales de production d'électricité d'origine photovoltaïque déclarées en 2010 et ligne G2 la puissance installée au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011. Par exemple, pour une installation dont la puissance installée au 1^{er} janvier 2010 était de 110 kW et est passée en 2011 à 130 kW indiquer "130".

Ne pas porter de virgule sur la déclaration, déclarer un nombre entier.

31 Centrales de production d'électricité d'origine hydraulique (art. 1519 F du CGI)

L'imposition est due par l'exploitant de l'installation au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Le tarif annuel de l'imposition est fixé à 2,913 € par kilowatt de puissance électrique installée, au sens de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les installations imposées sont celles dont la **puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kW.**

L'imposition n'est pas due au titre des centrales de production d'énergie électrique d'origine hydroélectrique exploitées pour son propre usage par un consommateur final d'électricité ou exploitées sur le site de consommation par un tiers auquel le consommateur final rachète l'électricité produite pour son propre usage.

Indiquer ligne G3 la puissance électrique installée proratisée sur la commune, en kilowatts, des centrales de production d'électricité d'origine hydraulique déclarées en 2010 et ligne G4 la puissance électrique installée proratisée sur la commune au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011. La puissance proratisée est le produit de la puissance multiplié par le prorata.

Ne pas porter de virgule pour la puissance installée proratisée, déclarer un nombre entier.

32 En application de l'article 1475 du code général des impôts, les valeurs locatives des ouvrages hydro-électriques concédés ou d'une puissance supérieure à 500 kilowatts sont réparties entre les communes sur le territoire desquelles coulent les cours d'eau utilisés ou existent des ouvrages de génie civil.

Les pourcentages fixant cette répartition sont déterminés par l'acte d'autorisation ou de concession.

Compléter le tableau relatif aux proratas hydrauliques (nombre avec deux chiffres après la virgule) en indiquant

- la ou les commune(s), ainsi que le ou les départements concernés
- le prorata correspondant à chacune des communes (nombre avec deux chiffres après la virgule)
- la puissance proratisée sur la commune (nombre entier)
- le total en kilowatts de la puissance installée de la centrale hydraulique (nombre entier).

33 Transformateurs électriques (art. 1519 G du CGI)

L'imposition est due par le propriétaire des transformateurs au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Toutefois, pour les transformateurs qui font l'objet d'un contrat de concession, l'imposition est due par le concessionnaire.

Le tarif annuel de l'imposition est fixé en fonction de la tension en amont des transformateurs au 1^{er} janvier de l'année d'imposition selon le barème suivant :

TENSION EN AMONT (en kilovolts)	TARIF PAR TRANSFORMATEUR (en euros)
Supérieure à 350	138 500
Supérieure à 130 et inférieure ou égale à 350	47 000
Supérieure à 50 et inférieure ou égale à 130	13 500

La tension en amont s'entend de la tension électrique en entrée du transformateur.

Indiquer lignes H1, H4 et H5 le nombre de transformateurs électriques déclarés en 2010 et lignes H2, H5 et H8, le nombre de transformateurs au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011. Préciser lignes H3, H6 et H9 le nombre de transformateurs électriques concédés.

Si vous déclarez sur les lignes : H2, H5 ou H8 un ou des transformateurs situés sur plusieurs communes indiquer leur nombre en proratisant la surface occupée sur la commune avec un nombre et au maximum deux chiffres après la virgule et compléter le cadre HA en précisant pour chaque commune la surface occupée par le transformateur en mètres carré.

34 En application des articles 1649 A quater et 328 P de l'annexe III au code général des impôts, indiquer dans ce cadre, **pour chaque transformateur concédé**, l'identifiant SIRET, le nom et l'adresse du concessionnaire, ainsi que la tension en amont du transformateur concédé. En cas d'infraction à cette obligation déclarative, une amende de 1 000 € par transformateur non déclaré (dans la limite de 10 000 €) est encourue (art. 1736 VI du CGI).

35 Stations radioélectriques (art. 1519 H du CGI)

L'imposition est due par la personne qui dispose pour les besoins de son activité professionnelle des stations radioélectriques au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Trois tarifs sont applicables en fonction de la nature des stations concernées :

- le tarif annuel de droit commun est fixé à 1530 € ;
- le tarif de 765 € s'applique aux stations radioélectriques couvrant des zones « blanches de téléphonie mobile ». Celles-ci doivent faire l'objet d'un avis, d'un accord ou d'une déclaration à l'ANFR à compter du 1^{er} janvier 2010 et assurer la couverture par un réseau de radiocommunications mobiles de zones qui n'étaient couvertes par aucun réseau de téléphonie mobile au 1^{er} janvier 2010 ;
- le tarif de 220 € s'applique aux stations radioélectriques relevant de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et qui assurent la diffusion au public, par voie hertzienne terrestre ou satellitaire, en mode analogique ou numérique, de services de radio ou de télévision.

36 A compter de l'imposition au titre de 2011, les personnes exploitant **un service de radiodiffusion sonore** qui ne constitue pas un réseau de diffusion à caractère national ne sont pas redevables de l'imposition forfaitaire sur la totalité des stations radioélectriques dont elles disposent au 1^{er} janvier de l'année d'imposition si elles disposent de soixante stations radioélectriques au plus.

Indiquer, pour les redevables exploitant seul une station, ligne IA10 le nombre de stations radioélectriques déclarées en 2010 et ligne IA11 le nombre de stations pouvant bénéficier de cette exonération. Pour les redevables exploitant des stations en partage avec d'autres redevables, indiquer le nombre de stations en lignes IB48, IB53 et/ou IB 58 .

37 A compter de l'imposition au titre de 2011, le tarif applicable aux nouvelles stations radioélectriques est réduit de moitié au titre des trois premières années d'imposition.

Cette réduction s'applique aux stations imposées au tarif de droit commun (1530 €) et aux stations couvrant des zones « blanches de téléphonie mobile » (imposées au tarif de 765 €).

38 Lorsque plusieurs personnes disposent d'une même station pour les besoins de leur activité professionnelle au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, le montant de l'imposition forfaitaire applicable est divisé par le nombre de ces personnes.

Exemple 1 :

Sur une même commune, un redevable exploite deux stations radioélectriques imposées au tarif de droit commun (1530 €) qu'il partage avec d'autres redevables. La première station est exploitée en partage avec un autre redevable et la seconde station avec deux autres redevables :

- pour la première station, indiquer ligne IB3 le chiffre "2" et ligne IB4 le chiffre "1" ;
- pour la seconde station, indiquer ligne IB8 le chiffre "3" et ligne IB9 le chiffre "1".

Exemple 2 :

Sur une même commune, un redevable exploite trois stations radioélectriques imposées au tarif de 765 € (stations couvrant des zones blanches de téléphonie mobile) partagées avec un autre redevable dont l'une est imposée pour la première fois au titre de 2011 :

- Indiquer ligne IB18 le chiffre "2", ligne IB19 le chiffre "3" et ligne IB20 le chiffre "1".

39 Installations gazières et canalisations de transport de gaz naturel et d'autres hydrocarbures (art. 1519 HA du CGI)

L'imposition est due par l'exploitant des installations de gaz naturel liquéfié, des stockages souterrains de gaz naturel, des canalisations de transport de gaz naturel, des stations de compression du réseau de transport de gaz naturel et des canalisations de transport d'autres hydrocarbures au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Le tarif annuel de l'imposition est fixé selon le barème suivant :

ÉLÉMENTS IMPOSABLES	TARIF APPLICABLE (en euros)
Installation de gaz naturel liquéfié	2 500 000

Site de stockage souterrain de gaz naturel	500 000
Kilomètre de canalisation de transport de gaz naturel appartenant à un réseau	500
Station de compression utilisée pour le fonctionnement d'un réseau	100 000
Kilomètre de canalisation de transport d'autres hydrocarbures	500

Indiquer lignes J1, J3, J5, J7 et J9 le nombre d'installations, ouvrages et kilomètres de canalisation déclarés en 2010 et lignes J2, J4, J6, J8 et J10, celui au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011.

Attention : lorsque vous modifiez pour une commune un ou plusieurs éléments imposables, reporter également les éléments qui ne sont pas modifiés.

39bis

En cas d'installations de gaz naturel liquéfié (GNL) ou stations de compression situées sur le territoire de plusieurs communes : indiquer dans le tableau du cadre J1 : pour les installations de GNL, ou cadre J2 : pour les stations de compression, la valeur locative imposée en cotisation foncière des entreprises (CFE) par commune telle qu'elle figure sur le dernier avis de CFE correspondant aux biens situés sur chaque commune.

En cas de sites de stockages situés sur le territoire de plusieurs communes indiquer dans le cadre J3 la surface en hectare de l'aire de stockage entre les communes sous lesquelles se trouve le site de stockage souterrain de gaz naturel.

Si sur un e même commune plusieurs installations, stations ou sites sont concernés par ces dispositions, dupliquer le ou les tableaux coorespondants.

40 **Matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs (art. 1599 quater A du CGI)**

L'imposition est due par l'entreprise de transport ferroviaire qui dispose, pour les besoins de son activité professionnelle au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, de matériel roulant ayant été utilisé l'année précédente sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs.

Par exception, les matériels roulants destinés à être utilisés sur le réseau ferré national pour des opérations de transport international de voyageurs dans le cadre de regroupements internationaux d'entreprises ferroviaires sont retenus pour le calcul de l'imposition des entreprises ferroviaires qui fournissent ces matériels dans le cadre des regroupements.

Ne sont pas retenus pour le calcul de l'imposition les matériels roulants destinés à circuler en France exclusivement sur les sections du réseau ferré national reliant, d'une part, une intersection entre le réseau ferré national et une frontière entre le territoire français et le territoire d'un Etat limitrophe et, d'autre part, la gare française de voyageurs de la section concernée la plus proche de cette frontière.

Le montant de l'imposition est établi pour chaque matériel roulant en fonction de sa nature et de son utilisation selon le barème suivant :

CATÉGORIE DE MATÉRIELS ROULANTS	TARIF APPLICABLE (en euros)
Engins à moteur thermique	
Automoteur	30 000
Locomotive diesel	30 000
Engins à moteur électrique	
Automotrice	23 000
Locomotive électrique	20 000
Motrice de matériel à grande vitesse	35 000
Engins remorqués	
Remorque pour le transport de voyageurs	4 800
Remorque pour le transport de voyageurs à grande vitesse	10 000

Indiquer lignes K1, K3, K5, K7, K9, K11 et K13 le nombre de matériels roulants déclarés en 2010 et lignes K2, K4, K6, K8, K10, K12 et K14, le nombre de matériels au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011.

En l'absence de matériel roulant à déclarer dans une catégorie, indiquer « 0 ».

41 **Matériel roulant utilisé pour le transport de voyageurs en Île-de-France (art. 1599 quater A bis du CGI)**

L'imposition est due par les personnes ou organismes qui sont propriétaires au 1^{er} janvier de l'année d'imposition de matériel roulant ayant été utilisé l'année précédente pour des opérations de transport de voyageurs sur les lignes de transport en commun de voyageurs en Île-de-France.

Le montant de l'imposition est établi pour chaque matériel roulant en fonction de sa nature et de son utilisation selon le barème suivant :

CATÉGORIE DE MATÉRIELS ROULANTS	TARIF APPLICABLE (en euros)
Métro	
Motrice	12 260
Remorque	12 260
Autre matériel	
Automotrice et motrice	23 000
Remorque	4 800

Indiquer lignes L1, L3, L5 et L7 le nombre de matériels roulants déclarés en 2010 et lignes L2, L4, L6 et L8, le nombre de matériels au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011.

En l'absence de matériel roulant à déclarer dans une catégorie, indiquer « 0 ».

42 **Répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre (art. 1599 quater B du CGI)**

L'imposition est due par le propriétaire du répartiteur principal, de l'unité de raccordement d'abonnés ou de la carte d'abonné au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Pour les répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, le montant de l'imposition de chaque répartiteur principal est fonction du nombre de lignes en service qu'il comporte au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Le tarif annuel de l'imposition par ligne en service est de 2,4 €.

Indiquer ligne M1 le nombre de répartiteurs principaux déclarés en 2010 et ligne M2 le nombre de répartiteurs au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011. Indiquer ligne M3 le nombre de lignes en service déclarées en 2010 et ligne M4 le nombre de lignes au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011.

43 Pour les unités de raccordement d'abonnés et les cartes d'abonnés du réseau téléphonique commuté, le montant de l'imposition est établi en fonction de la nature de l'équipement selon le barème suivant :

NATURE DE L'ÉQUIPEMENT	TARIF APPLICABLE (en euros)
Unité de raccordement d'abonnés	6 350
Carte d'abonné	70

En application de l'article 328 Q de l'annexe III au code général des impôts, une unité de raccordement d'abonnés s'entend comme tout élément du réseau téléphonique commuté avec des équipements en service comportant des accès aux lignes d'abonnés et relié directement à un commutateur à autonomie d'acheminement par un faisceau de circuit.

Le réseau téléphonique commuté désigne le réseau téléphonique classique incluant uniquement le service téléphonique.

Une carte d'abonné s'entend d'une carte enfichée dans une unité de raccordement d'abonnés et comportant au moins un équipement de raccordement d'abonné.

Indiquer ligne M5 et M6 le nombre d'unités de raccordement d'abonnés et de cartes d'abonnés par commune au 1^{er} janvier 2011 pour l'imposition au titre de 2011.